6.4

Sanctions administratives pécuniaires

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la Loi sur les valeurs mobilières (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la Loi sur les valeurs mobilières. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.13 et 271.15 Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BESRA GOLD INC.	20220002813-1	2022-02-22	200,00 \$
	20220002814-1	2022-02-22	200,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
LES ENTREPRISES BOLD CAPITAL	20220002817-1	2022-02-22	200,00 \$
EUROGAS INTERNATIONAL INC.	20220002816-1	2022-02-22	200,00 \$
EXPLORATION AMSECO LTEE	20220002812-1	2022-02-22	400,00 \$
GLOW LIFETECH CORP.	20220002818-1	2022-02-22	200,00 \$
RYAH GROUP INC.	20220002815-1	2022-02-22	200,00 \$

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi sur les valeurs mobilières. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de	Montant
			décision	imposé
BEIL, ROBERT	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003000-1	2022-02-24	100,00 \$
BURZYNSKI, JOHN FELIKS	LES METAUX NIOBAY INC.	20220002885-1	2022-02-24	5 000,00 \$
CAWSTON, CHRISTOPHER ROBERT	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003159-1	2022-03-01	100,00 \$
CHOUINARD, ERIC	PREMIER SOIN D'AMERIQUE INC.	20220002884-1	2022-02-24	5 000,00 \$
CRAIGHEAD, JANE	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003160-1	2022-03-01	100,00\$
DITOMASO, FRANK	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003001-1	2022-02-24	100,00\$
DORAIS BEDARD, CHARLES	S FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER BTB	20220003002-1	2022-02-24	700,00 \$
FOSTER, ROBERT J	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003003-1	2022-02-24	100,00\$
GRANOVSKY, DAHRA	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003004-1	2022-02-24	100,00\$
NACCARATO, BENIO ANNALDO	PYROGENESE CANADA INC.	20220002882-1	2022-02-24	5 000,00 \$
PANTELIDIS, JAMES	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003161-1	2022-03-01	100,00\$
QUINTAS, JORGE NELSON	LE GROUPE INTERTAPE	20220003005-1	2022-02-24	100,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
	POLYMER INC.			
SALOMONE, MARY PATRICIA	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003006-1	2022-02-24	100,00\$
THIBAULT, RICHARD	EXPLORATION PUMA INC.	20220002883-1	2022-02-24	100,00\$
YULL, MELBOURNE F.	LE GROUPE INTERTAPE POLYMER INC.	20220003007-1	2022-02-24	100,00\$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant Montant révisé imposé initialement
----------	--------------	---------------------	--

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé	Montant révisé
			400,0,0,1	initialement	101.00

Aucune information